

## Évaluation et recommandations

*Les performances se sont améliorées dans les années 90, mais pas suffisamment*

Dans la plupart des domaines, les performances économiques du Mexique se sont améliorées au cours des années 90. Le PIB a connu une croissance vigoureuse, l'inflation a constamment reculé et le déficit des opérations courantes est resté de faible ampleur. Même le ralentissement de l'activité qui a suivi celui enregistré aux États-Unis en 2001 n'a pas été très marqué par rapport à ce qu'on peut habituellement observer au Mexique. Depuis la crise du peso en 1995, le système financier a été renforcé et, par rapport au passé et à l'expérience d'un grand nombre de pays d'Amérique latine, l'économie mexicaine a fait preuve d'une relative stabilité. L'amélioration des performances économiques tient pour beaucoup à une solide politique macroéconomique. Pourtant, les vastes réformes structurelles de ces quinze dernières années, notamment l'entrée dans l'ALENA, n'ont pas accéléré très sensiblement la productivité du travail ou la productivité totale des facteurs. Même si l'on fait abstraction de la faiblesse conjoncturelle récente, la croissance mexicaine depuis le retour à la stabilité macroéconomique ne s'est pas révélée satisfaisante. Les estimations de la croissance du PIB potentiel ont été ramenées à moins de 4 pour cent, rythme trop lent pour un pays où les revenus et la productivité sont faibles et dont la population s'accroît fortement, et trop lent également pour rattraper l'écart de niveau de vie par rapport aux autres pays de l'OCDE. De plus, l'impact tardif des réformes antérieures est incertain et pourrait ne pas faire progresser suffisamment la croissance potentielle dans le court terme.

*Il faut aller plus loin dans les réformes pour accélérer la croissance des revenus*

La croissance potentielle est limitée par le faible niveau du capital humain, alors même que des ressources budgétaires supplémentaires sont nécessaires pour améliorer et développer des infrastructures matérielles insuffisantes et pour lutter contre la pauvreté aiguë, de grande ampleur, qui se traduit par

un médiocre état de santé et un phénomène de marginalisation sociale pour ces groupes. De plus, la main-d'œuvre n'est guère incitée à travailler dans le secteur formel, où la productivité est plus forte, mais où le secteur privé n'a pas suffisamment d'incitation à investir et à innover. De nouvelles réformes s'imposent donc pour augmenter les taux de croissance de la productivité du travail et de la productivité totale des facteurs. L'objectif devrait être de faire progresser la croissance du PIB potentiel d'au moins deux points, à plus de 6 pour cent par an. Les principaux défis à affronter sont les suivants :

- préserver résolument la stabilité macroéconomique,
- faire en sorte que les recettes publiques et les dépenses soient plus solides et plus prévisibles,
- veiller à ce que les ressources consacrées à l'éducation et à la formation soient utilisées plus efficacement,
- développer et améliorer les infrastructures,
- réformer le marché du travail,
- assouplir certaines restrictions réglementaires et remédier à d'autres obstacles, notamment les lacunes du système judiciaire et la perception d'un degré élevé de corruption, qui freinent l'activité entrepreneuriale et l'investissement des entreprises.

Les mesures axées sur la croissance doivent également se doubler d'initiatives ayant pour but de remédier aux situations de pauvreté extrême et de mieux répartir entre les diverses catégories de la population les fruits d'une plus forte croissance.

***L'activité économique s'est accélérée en 2002, mais la reprise a été lente***

Le Mexique n'a pas échappé au ralentissement économique qui a frappé les pays de l'OCDE en 2001 et la reprise n'est pas encore fermement établie. La croissance du PIB devrait être inférieure à 2 pour cent en 2003 (ce qui n'est guère supérieur à la croissance démographique, de 1½ pour cent). Selon l'OCDE, l'activité économique devrait s'accélérer durant la deuxième partie de l'année et atteindre environ 3½ pour cent en 2004, à mesure que les exportations augmenteront avec le redressement des marchés extérieurs. De plus, l'investissement des entreprises, qui s'est montré particulièrement sensible à l'évolution économique dans le

monde et aux incertitudes qui l'entourent, devrait se renforcer progressivement. Du point de vue des perspectives, les principaux risques concernent les prix mondiaux du pétrole, les marchés financiers et, surtout, le rythme de la reprise aux États-Unis et la façon dont cette reprise se traduira en demande d'exportations mexicaines. Sur le plan intérieur, des progrès dans les réformes structurelles contribueraient à créer un environnement plus propice à l'investissement privé – y compris à l'investissement direct étranger – et pourraient aboutir à une croissance plus forte du PIB dès 2004.

***La fermeté du budget 2003 est tout à fait adéquate, mais il n'y a aucune marge de dérapage***

Le déficit financier du secteur public aurait dû atteindre 0.7 pour cent du PIB en 2002 et se situer ainsi juste au-dessous de l'objectif, mais la liquidation d'une petite banque de développement en fin d'année et la création d'un nouvel organisme destiné à l'économie rurale l'ont porté à 1¼ pour cent du PIB. Dans le même temps, le besoin de financement du secteur public au sens large dépassait légèrement 3 pour cent du PIB (hors revenus non-récurrents). Pour 2003, le déficit budgétaire visé est de 0.5 pour cent du PIB, l'objectif étant l'équilibre en 2005. Entre-temps, le besoin de financement du secteur public devra être réduit à environ 2 pour cent du PIB. Par la suite, un objectif raisonnable à moyen terme serait de ramener le besoin de financement du secteur public sur une trajectoire permettant de faire diminuer régulièrement le ratio de la dette au sens large par rapport au PIB.

***De nouvelles mesures fiscales sont nécessaires...***

Bien que le déficit du secteur public ait diminué ces dernières années, la répartition des dépenses publiques soit plus satisfaisante et les recettes fiscales aient augmenté, il est possible et indispensable d'améliorer encore les finances publiques. Les recettes des administrations publiques restent faibles par rapport au PIB et elles sont très tributaires de recettes pétrolières instables. La réforme fiscale de 2002 n'a pas été aussi ambitieuse que le projet initial, surtout pour les impôts indirects, et l'impact effectif de cette réforme incomplète sur les recettes est resté en deçà des estimations officielles. Il faudra augmenter les dépenses dans les domaines contribuant au développement économique (lutte contre la pauvreté, capital humain et infrastructures) et faire en sorte qu'elles soient financées sur une base plus prévisible. Par ailleurs, à moyen terme, le

budget continuera de subir les effets d'éléments de passif explicites et implicites. De nouvelles mesures fiscales s'imposent donc. Une augmentation des recettes fiscales de 2 points de PIB sur le moyen terme semblerait raisonnable. Même si l'on atteignait cet objectif et sachant que le Mexique s'appuie sur des allègements fiscaux alors que d'autres pays recourent à des transferts sociaux, le ratio prélèvements obligatoires/PIB (hors recettes pétrolières) resterait l'un des plus faibles dans la zone de l'OCDE. Un élargissement de l'assiette de la TVA, avec suppression d'exonérations et de la taxation à taux zéro, faciliterait l'administration de cet impôt. Des mesures en ce sens pourraient accroître les recettes, même si l'on baissait les taux. Il faudra régler à cet égard plusieurs problèmes, notamment comment limiter l'impact de la modification de la TVA sur les catégories à bas revenu. Bien qu'il existe au Mexique un large consensus sur la nécessité d'accroître les recettes fiscales, aucun accord n'a pu se faire sur la façon d'y procéder. Les partis politiques examinent actuellement avec le gouvernement les diverses solutions possibles pour la mise en œuvre d'un nouvel ensemble de mesures fiscales.

***... et il faut  
poursuivre l'effort  
d'assainissement  
des finances  
publiques***

Il faudrait élargir le programme national à moyen terme de financement du développement (PRONAFIDE). Le gouvernement s'applique à respecter les objectifs budgétaires annuels même en cas de situation défavorable, mais la forte instabilité des recettes a souvent abouti à des ajustements ponctuels des dépenses, surtout pour l'investissement public. Autre effet secondaire : le biais proconjuncturel typique de la politique budgétaire. Sur le plan fiscal, l'existence de nombreux régimes spéciaux et de multiples exonérations fait que la législation fiscale a dû être modifiée fréquemment, ce qui complique le recouvrement de l'impôt et alourdit le coût de respect des obligations fiscales. Un objectif à moyen terme pour le Mexique devrait être d'ancrer les programmes de dépenses publiques dans un cadre pluriannuel tout en persistant dans la prudence budgétaire. Cela encouragerait les responsables de l'économie et le Congrès à s'attacher davantage aux besoins à plus long terme de développement de la société mexicaine et à la façon de financer au mieux ces besoins au bon moment.

***La politique monétaire est parvenue à atténuer les tensions inflationnistes en 2003***

L'objectif d'inflation des autorités monétaires pour 2002, 4,5 pour cent en glissement annuel en décembre, n'a pas été atteint, essentiellement à cause de hausses des produits alimentaires et des prix administrés. Toutefois, l'inflation de base a régulièrement reculé pour tomber à moins de 4 pour cent en fin d'année. L'objectif d'inflation est de ramener la hausse de l'indice des prix à la consommation à 3 pour cent, plus ou moins un point, en décembre 2003, et à maintenir un rythme de cet ordre à moyen terme. Au début de 2003, pour faire reculer les anticipations inflationnistes, la Banque du Mexique a durci l'orientation de la politique monétaire. En juillet 2003, la hausse des prix à la consommation s'était ralentie à 4,1 pour cent et l'inflation sous jacente à 3,6 pour cent, et les anticipations inflationnistes avaient également diminué. Dans ce contexte, la banque centrale n'a pas cherché à contrer la forte baisse des taux d'intérêt du marché résultant de la diminution du risque pays tel que perçu par les marchés financiers. Il faut saluer la promptitude de la banque centrale à réagir à l'évolution des perspectives d'inflation.

***L'objectif d'inflation est approprié et on pourrait envisager de passer à un dispositif de ciblage des taux d'intérêt***

Pour l'avenir, il faut que les autorités monétaires persistent dans leur attitude prudente si elles veulent atteindre leur objectif et stabiliser l'inflation à environ 3 pour cent. Tout en étant supérieur à la moyenne dans les principaux partenaires commerciaux, le taux d'inflation visé est approprié pour ces quelques prochaines années. Un environnement d'inflation faible, prévisible et stable est nécessaire pour réduire encore la prime de risque exigée par les prêteurs nationaux et étrangers et pour favoriser l'investissement à long terme du secteur privé. À mesure que l'inflation recule et que les répercussions des fluctuations du taux de change sur les prix intérieurs s'affaiblissent, rendant ainsi moins nécessaires de larges variations des taux d'intérêt, la Banque du Mexique pourrait envisager de modifier ses procédures pour fixer directement les taux d'intérêt au lieu d'agir sur la situation du marché en annonçant les liquidités offertes aux banques (mécanisme du *corto/largo*). Les décisions monétaires y gagneraient en transparence.

***Les réformes  
financières  
récentes devraient  
contribuer  
à ranimer  
le crédit bancaire  
au secteur privé***

Les mesures qui ont été prises à la suite de la crise du peso de 1995 ont renforcé le système bancaire mexicain. Il est aujourd'hui aussi solide et aussi rentable que celui des autres pays de l'OCDE et sa supervision et son cadre réglementaire sont proches des meilleures pratiques. Quoique l'on ait assisté à une reprise du crédit à la consommation notamment après le resserrement du crédit du milieu des années 90, l'octroi de crédit aux entreprises du secteur privé demeure quelque peu hésitant. L'élément décisif à cet égard sera le redressement de la demande. Pour remédier à certaines carences affectant encore le dispositif législatif et réglementaire, qui renchérisaient le crédit et étaient susceptibles d'empêcher les banques de prendre des risques, le Congrès à juste titre a adopté en avril 2003 une série de dispositions en vue de renforcer le cadre juridique du crédit avec garanties. Pour ranimer le crédit bancaire consenti en particulier aux petites et moyennes entreprises, il faut que ces nouvelles dispositions soient effectivement mises en œuvre. On pourrait examiner d'autres voies pour le financement des PME, dès lors qu'elles ne créent pas de distorsions. Il faut se féliciter de la rationalisation en cours des banques de développement à capitaux publics. Les unions de crédit et les caisses d'épargne et de prêt ont accru leurs parts de marché pour les concours aux PME et les prêts aux logements ; d'où la nécessité d'une plus stricte supervision de ce secteur. Des décisions ont été prises à cet effet. Il faudrait les mettre en œuvre sans retard.

***De nouvelles  
réformes sont  
nécessaires si l'on  
veut améliorer  
la croissance  
de la productivité  
et résorber l'écart  
de niveau de vie***

Les *Études* précédentes ont souligné les solides progrès accomplis cette dernière décennie dans le domaine de la réforme structurelle. Les interventions directes de l'État et sa participation à l'économie productive ont fortement diminué et l'environnement des entreprises est de plus en plus régi par les mécanismes du marché. Il reste néanmoins plusieurs domaines dans lesquels on pourrait accentuer l'effort pour remédier aux déficiences dans la mise en œuvre de certaines réformes antérieures et aux retards enregistrés pour d'autres, l'objectif étant d'accélérer la croissance potentielle. Il faudrait s'attacher dans ces réformes aux principaux déterminants de la croissance : l'investissement en capital humain et la mise en place de conditions propices à l'investissement et à l'innovation.

***Il faut se féliciter des efforts déployés pour dégager un consensus sur les principales réformes***

Les autorités sont déterminées à mettre en œuvre une stratégie globale qui vise à accroître les taux d'investissement et à améliorer la compétitivité internationale du pays, comme le soulignent le PRONAFIDE et le Plan de développement 2001-2006. Mais, dans de nombreux domaines, il s'est révélé difficile de dégager un consensus et les réformes se sont enlisées alors même que tout le monde les jugeait souhaitables. Des progrès dans la coordination et dans le dialogue entre le gouvernement et le parlement récemment élu seront décisifs pour aller résolument de l'avant dans les secteurs où il est urgent d'agir, notamment l'électricité et le marché du travail, en plus de la réforme fiscale. Parallèlement, il est indispensable de progresser davantage dans les secteurs où une réforme législative n'est pas absolument nécessaire, notamment l'éducation.

***L'objectif primordial des réformes devrait être d'améliorer encore le capital humain...***

Améliorer l'efficacité du système éducatif et renforcer ainsi le capital humain est l'une des conditions nécessaires pour assurer une croissance soutenue à long terme. Malgré les grands progrès accomplis ces dernières décennies, en particulier en scolarisant dans l'enseignement de base une proportion croissante d'une population d'âge scolaire en forte augmentation, le capital humain est en retard au Mexique par rapport à la plupart des autres pays de l'OCDE. La qualité des services éducatifs et de la formation est bien inférieure aux meilleures pratiques de la zone de l'OCDE, un grand nombre d'élèves n'ont acquis à la sortie du système scolaire que de médiocres compétences en lecture et en calcul et il faut améliorer le rapport coût/efficacité des programmes d'enseignement. On pourrait consacrer davantage de ressources à des mesures pouvant remédier à certaines des carences observées, mais ce qui importe surtout, c'est de moderniser encore les programmes, de mieux former les enseignants, de responsabiliser davantage les établissements scolaires et de récompenser l'effort individuel de l'enseignant. Les moyens à affecter à l'enseignement préscolaire ne devraient pas nuire à l'action qui est menée pour que plus d'enfants restent dans l'enseignement secondaire et que leur scolarité y soit plus longue. Il faudrait aussi étudier de nouvelles solutions pour améliorer l'accès des catégories défavorisées à l'enseignement supérieur. Afin d'éviter une redistribution massive en faveur des familles à revenu élevé, il faudrait relever les frais de scolarité tout en multipliant les

bourses pour les étudiants les plus démunis et en accordant plus facilement des prêts étudiants. La formation des adultes, y compris pour les compétences de base, contribue pour beaucoup à une plus grande mobilité de la main-d'œuvre et est déterminante pour éviter que les adultes non qualifiés tombent dans le piège de la pauvreté. Il faudrait donc poursuivre les programmes de formation en cours d'emploi et de formation institutionnelle et faire en sorte que les dispositifs à financement public aient un meilleur rapport coût/efficacité.

***... de répondre  
aux besoins  
essentiels  
de la  
population...***

L'ampleur et l'acuité de la pauvreté au Mexique constituent un facteur important qui influence les décisions de politique économique. Certes, on peut réduire à long terme la pauvreté en offrant à la population une meilleure éducation et davantage de possibilités d'emploi, mais à court terme des programmes ciblés comme ceux actuellement en place sont nécessaires pour répondre aux besoins essentiels de la population. Depuis le milieu des années 90, les dépenses publiques consacrées à la lutte contre la pauvreté ont augmenté et les mesures ciblées sur les catégories les plus défavorisées ont été élargies. Le programme intégré pour l'éducation, la santé et la nutrition (PROGRESA/Oportunidades), qui a été étendu à plus de 4 millions de familles (soit 21 millions de personnes) a eu un impact très positif sur la situation sociale des familles en bénéficiant. Il convient de poursuivre ce programme. Il faut se féliciter des progrès accomplis en faveur des plus pauvres pour leur apporter une aide alimentaire et améliorer leur accès à l'éducation de base et aux services de santé. Il faudrait maintenant s'efforcer surtout d'améliorer la qualité des services fournis. Au-delà de ces mesures ciblées, la stratégie de développement nécessaire pour faire sortir durablement la population de la pauvreté doit avoir pour but de faciliter l'accès aux marchés des biens et de financement, et d'accroître le nombre des emplois productifs dans le secteur formel.

***... et de fournir  
davantage  
d'incitations  
au travail  
dans le  
secteur formel...***

Le principal problème que pose le marché du travail est d'accroître la dimension relative du secteur formel tout en maintenant une assez grande flexibilité des salaires réels dans un environnement de faible inflation. Puisqu'il y a peu de sanctions effectives attachées au travail dans le secteur informel – phénomène de très grande dimension – ce qu'il faut c'est rendre plus attrayant le secteur formel. Il convien-



drait de revoir les cotisations et prestations sociales. Du côté des employeurs, les cotisations de sécurité sociale, relativement élevées pour les bas salaires, peuvent faire obstacle à l'embauche de travailleurs peu qualifiés avec un contrat en bonne et due forme. De plus, les travailleurs du secteur formel jugent les prestations sociales auxquelles ils ont droit de faible qualité par rapport aux cotisations qu'ils acquittent. Dans ce contexte, il faudrait profondément réformer le Fonds pour le logement (INFONAVIT), qui bénéficie d'une forte proportion des cotisations sociales ; il faudrait aussi améliorer la qualité des services de santé financés par l'Institut mexicain de sécurité sociale (IMSS).

***... notamment en mettant en œuvre le projet récent de réforme du marché du travail et en allant encore plus loin***

S'il est adopté, le projet de réforme du marché du travail soumis au Congrès en décembre 2002 sera déterminant pour inciter davantage les employeurs à recruter dans le secteur formel. Il autoriserait en particulier les périodes d'essai et assouplirait certaines des dispositions applicables aux contrats à durée indéterminée. Il faudrait adopter ce projet de réforme et le faire suivre d'autres mesures qui améliorent les incitations des deux côtés, de façon à accroître l'emploi dans le secteur formel. Il conviendrait, par exemple, d'assouplir une réglementation trop rigoureuse des formes atypiques d'emploi et du licenciement, tout en mettant en place un régime d'indemnisation du chômage soigneusement conçu pour éviter les trappes à chômage et pour ne pas fournir d'incitations à « surfer » entre le secteur formel et le secteur informel.

***Il reste beaucoup à faire pour améliorer l'environnement des entreprises...***

Pour tirer pleinement parti des autres réformes destinées à améliorer la croissance, il est souhaitable de créer un environnement plus propice aux entreprises. Des mesures ont été prises à juste titre ces dernières années pour alléger la bureaucratie et pour accélérer les procédures visant la création des entreprises et leur cessation d'activité, mais leurs effets ne sont pas suffisamment visibles. De plus, il subsiste un problème grave, sous la forme de certaines déficiences de l'État de droit, qu'illustrent la lenteur des procès, la médiocre exécution des décisions judiciaires, surtout au niveau local, les faiblesses de la protection des droits de propriété intellectuelle et la corruption. Il faut remédier à ces carences au niveau fédéral et au niveau des États.

**... et intensifier  
la concurrence  
dans les secteurs  
clés**

Les comparaisons internationales montrent que la concurrence est un moteur essentiel de l'innovation, de la productivité et de la croissance. La concurrence sur les marchés de produits s'est intensifiée ces dernières années et, sous l'effet de la libéralisation des échanges, l'économie mexicaine est maintenant plus sensible aux forces du marché. Il subsiste toutefois des obstacles législatifs et réglementaires à l'investissement dans quelques secteurs clés, en particulier l'électricité. Dans les télécommunications, maintenir des conditions d'opération équitables entre l'opérateur historique et les nouveaux entrants constitue toujours un défi majeur. Étant donné l'importance de ces secteurs pour la croissance future, il faudrait procéder sans délai à certaines réformes.

- Dans le *secteur de l'électricité*, il faudrait mettre en œuvre une stratégie cohérente de réforme (sur la base du projet actuel ou d'un nouveau projet) pour assurer à moyen et long terme aux entreprises et aux ménages mexicains des capacités fiables et croissantes de production et de distribution à bas prix. L'État n'ayant pas les ressources nécessaires pour financer suffisamment d'investissements, il est indispensable de permettre au secteur privé de jouer un plus grand rôle. Il faudrait remédier rapidement aux obstacles politiques à cet égard.
- Dans le *secteur des télécommunications*, malgré la privatisation et la déréglementation des années 90, et malgré l'expansion du secteur et la baisse des tarifs en termes réels, la densité des télécommunications demeure plus faible et les tarifs plus élevés que dans la plupart des autres pays de l'OCDE. Pour accroître la concurrence sur le marché, l'autorité de COFETEL, l'agence de régulation, doit être renforcée.

**Il faut davantage  
utiliser  
les instruments  
économiques  
pour assurer un  
approvisionnement  
durable en eau  
non polluée...**

L'utilisation actuelle de l'eau au Mexique n'est pas tenable. Un grand nombre de nappes souterraines sont en voie d'épuisement, souvent à cause de prélèvements excessifs par l'agriculture à des fins d'irrigation. Les agriculteurs paient maintenant une plus forte proportion des coûts de fonctionnement des systèmes d'irrigation, mais il faudrait mettre fin aux subventions directes qui subsistent et obliger le secteur agricole à payer le prix du marché pour l'électricité qui alimente les pompes. Il faudrait aussi que

les irrigateurs paient les droits de prélèvement, alors qu'ils en sont actuellement exonérés. En zone urbaine, le problème est de convaincre les autorités locales, qui contrôlent les services d'utilité publique, de soumettre la distribution d'eau aux règles de la rentabilité. Relever les redevances pour l'eau aiderait aussi à financer le grand programme d'investissements nécessaire pour améliorer le traitement des eaux usées – dont plus des trois quarts sont rejetées en l'état – et pour mieux distribuer l'eau potable en zone rurale et améliorer la qualité de l'eau aussi bien en zone rurale qu'en zone urbaine. Il est également indispensable, si l'on veut réduire la pollution, que les collectivités locales et les entreprises acquittent effectivement les pénalités prévues par la loi.

**... et il faut aussi  
lutter davantage  
contre la forte  
pollution  
atmosphérique**

Une politique plus rigoureuse de lutte contre la pollution de l'air est manifestement indispensable au Mexique. Les zones urbaines connaissent certains des niveaux de pollution les plus élevés dans la zone de l'OCDE, avec toutes les conséquences sociales que cela peut avoir. On met actuellement l'accent sur la lutte contre la pollution de l'air au moyen de programmes nationaux et locaux, mais d'autres mesures sont sans doute nécessaires. Il faudrait améliorer plus rapidement la qualité du carburant diesel en faisant appel à des instruments économiques, de façon que la société pétrolière à capitaux publics (PEMEX) procède aux investissements qui s'imposent. Il faudrait aussi renforcer le contrôle technique des véhicules. La taxe d'enregistrement des véhicules à moteur diesel devrait être fonction des caractéristiques des émissions polluantes, pour accélérer la mise à la casse des vieux camions et autocars. Il serait également possible de réduire les émissions des grandes sources stationnaires. Il pourrait être difficile de mettre en place un système de permis négociables, car il y aurait peu de participants à ce marché, presque toutes les centrales électriques et installations pétrochimiques étant à capitaux publics. On pourrait néanmoins envisager un système de nature fiscale. Enfin, une coopération transfrontalière plus étroite est indispensable vu la rapidité du développement économique dans les zones qui ont un bassin atmosphérique commun avec les États-Unis.

***L'émigration est un phénomène économique et social important pour le Mexique***

L'émigration joue un grand rôle dans l'intégration de plus en plus étroite de l'économie mexicaine et de l'économie américaine. L'équivalent d'un dixième de la population née au Mexique vit et, pour la plupart, travaille aux États-Unis. De plus, les flux bruts de Mexicains émigrant temporairement aux États-Unis atteignent plusieurs centaines de milliers de personnes par an, niveau bien supérieur aux quotas légaux. Les Mexicains qui émigrent aux États-Unis sont dans leur très grande majorité de jeunes adultes peu qualifiés à la recherche d'un emploi et ayant (généralement) l'intention de retourner un jour au Mexique. Traditionnellement, ces migrants étaient des travailleurs agricoles saisonniers, surtout des hommes, provenant dans une très forte proportion d'un petit nombre de zones rurales et travaillant dans les États des États-Unis situés à la frontière du Mexique. Ce schéma reste en partie valable, mais de plus en plus les migrants finissent par s'installer aux États-Unis, parmi eux les femmes sont de plus en plus nombreuses et ils occupent de plus en plus fréquemment des emplois faiblement rémunérés dans le secteur des services, viennent de plus en plus des villes et travaillent de plus en plus souvent au nord des États-Unis. Les émigrants à qualifications élevées sont relativement rares.

***Les effets économiques bénéfiques de l'émigration pourraient être accrus***

L'émigration a des effets économiques bénéfiques aussi bien pour le Mexique que pour les États-Unis, même si ce sont les Mexicains qui supportent le principal coût social, la rupture des liens familiaux et sociaux. L'économie des États-Unis tire profit de la présence d'une main-d'œuvre nombreuse qui se situe dans les tranches d'âge de pleine activité et qui est prête à travailler pour de bas salaires. Les migrants mexicains occupent des emplois faiblement rémunérés, souvent dans le secteur informel, mais leur salaire est généralement six fois supérieur aux États-Unis à celui qu'ils percevaient au Mexique ; de plus, ils envoient habituellement un quart de leurs gains à leur famille et accumulent une épargne durant leur séjour aux États-Unis. Grâce à une plus vive concurrence et aux nouvelles technologies, le coût des transferts de fonds au Mexique a diminué ces dernières années et les autorités financières des deux pays devraient favoriser cette tendance en rendant obligatoire la publication d'informations comparables sur le prix des prestations fournies. Dans la plupart des cas, les fonds transférés sont immédiatement utilisés pour financer la consommation. Ils

permettent ainsi aux ménages bénéficiaires d'échapper à la grande pauvreté – avec toutes ses conséquences sur le plan de la santé et de l'exclusion sociale – et ils contribuent également à la scolarisation des enfants. La forte proportion d'émigrants faiblement qualifiés en provenance de certaines zones reflète le bas niveau de développement économique qui les caractérise. Le projet visant à développer les réseaux financiers locaux sous l'égide de BANSEFI devrait accroître l'intermédiation financière au profit des populations rurales et des populations à bas revenu tout en répartissant mieux les effets bénéfiques des transferts de fonds au sein de la collectivité et dans le temps.

***Il faudrait poursuivre l'action menée pour conclure un accord sur les migrations avec les États-Unis***

La politique mexicaine dans le domaine des migrations a été traditionnellement placée sous le signe du laisser-faire, l'émigration étant considérée comme une soupape de sécurité compensant l'incapacité chronique de l'économie mexicaine de créer suffisamment d'emplois pour une population d'âge actif en forte augmentation, outre qu'elle représente une source essentielle de recettes en dollars. Dans les années 90, les autorités mexicaines se sont lancées dans une politique plus active, en essayant en particulier de conclure avec les États-Unis un accord visant à régler les problèmes soulevés par les migrations. Après les événements de septembre 2001, les négociations ont été interrompues. La sécurité aux frontières a été encore renforcée, l'émigration illégale devenant plus risquée et plus coûteuse. Mais l'incitation économique demeure considérable et, dès lors qu'il a franchi la frontière et trouvé un emploi, le travailleur migrant en situation irrégulière peut mener une vie assez normale dans de nombreuses régions. De plus, la rigueur actuelle des contrôles aux frontières peut inciter les immigrants mexicains à rester plus longtemps aux États-Unis qu'ils ne l'auraient souhaité. Un accord sur les migrations est dans l'intérêt des deux pays ; c'est pourquoi il faut poursuivre l'effort en ce sens. La situation des travailleurs mexicains aux États-Unis serait ainsi améliorée, ce qui pourrait accroître les transferts de fonds et réduire la perte sèche qui résulte des franchissements clandestins de la frontière.

***Résumé***

La rigueur budgétaire, les progrès dans la stabilisation macroéconomique et les réformes structurelles, nécessaires et souhaitables, n'ont pas été suffisants jusqu'à présent

pour accélérer la croissance potentielle à un rythme qui permettrait de combler l'écart de niveau de vie par rapport aux autres pays de l'OCDE. Une faiblesse conjoncturelle prolongée, sans signes nets de reprise vigoureuse, a fait reculer l'investissement privé, qu'entravent également divers obstacles législatifs et réglementaires dans des secteurs clés comme l'électricité. La faible accumulation de capital humain freine également le rattrapage. Les recettes publiques ne sont pas assez solides et stables pour pouvoir financer les dépenses sociales indispensables et le niveau nécessaire d'infrastructures publiques. La priorité devrait donc être d'élargir les bases d'imposition et de créer les conditions – économiques, financières et juridiques – dans lesquelles un secteur privé compétitif aurait les moyens d'investir davantage et y aurait intérêt. Il importe également de veiller à ce que les dépenses soient plus productives dans des secteurs comme l'éducation : ce qu'il faudrait, c'est rendre plus efficaces le système scolaire actuel et le corps enseignant, et aussi affecter davantage de ressources à la formation des adultes. Même si le vaste secteur informel agit comme une sorte de soupape de sécurité pour un grand nombre de Mexicains faiblement qualifiés, il faut qu'à moyen terme le secteur formel offre plus d'attrait pour l'exercice d'un emploi et pour l'embauche. Certes, l'émigration joue aussi un rôle de soupape de sécurité et grâce aux transferts de fonds beaucoup de ménages échappent à la grande pauvreté. Un accord sur les migrations entre les États-Unis et le Mexique serait bénéfique pour les deux pays. Dans le domaine de l'environnement, les niveaux de pollution de l'eau et de l'air sont inacceptables en zone urbaine et, malgré les mesures qui ont été prises, la tarification (implicite ou explicite) des ressources naturelles et des activités polluantes est loin d'être optimale. Au total, le Mexique doit progresser dans la mise en œuvre d'un large programme de réformes structurelles, comprenant tout d'abord l'adoption de réformes dans trois secteurs – la fiscalité, l'électricité et le marché du travail – de manière à donner au pays les moyens de tirer pleinement parti de son potentiel de croissance et fournir les ressources nécessaires pour remédier aux problèmes importants de capital humain et de lutte contre la pauvreté.

## Bibliographie

- Adams, R. (2003), « International migration, remittances and the brain drain: a study of 24 labour-exporting countries », *World Bank Policy Research Paper* 3069, juin.
- Air Quality Board (2000), *Review of Reclaim Findings*, Californie, octobre.
- Azuara, O. (2003), « The Mexican Defined Contribution Pension System: Perspective for Low Income Workers to receive a pension », document non publié, *Office of the Chief Economist, Latin America And Caribbean Region, The World Bank Background Paper For Regional Study On Social Security Reform*.
- Bancomer (2003), « The Corto, Interest Rates, and the Exchange Rate », *Rapport économique*, février.
- Banque mondiale (2000), « Achievements and Challenges of Fiscal Decentralization Lessons from Mexico ». Sous la direction de Marcelo M. Giugale et Steven B. Webb.
- Banque mondiale (2001), *A comprehensive development agenda*. World Bank Press, Washington, avril.
- Banque mondiale (2003), *Indicateurs du développement dans le monde*, World Bank Press, Washington, avril.
- Bassanini, A., S. Scarpetta et P. Hemmings (2001), « Economic growth: the role of policies and institutions. Panel data evidence from OECD countries » *Documents de travail du Département des affaires économiques et sociales de l'OCDE*, n° 283, janvier.
- Bergoing, R., P. Kehoe, T. Kehoe, R. Soto (2001), « A decade lost and found : Mexico and Chile in the 1980s », Banque centrale du Chili, *document de travail* n° 107, sept.
- Bonturi, M. (2002), « Challenges in the Mexican financial sector », *Documents de travail du Département des affaires économiques et sociales de l'OCDE* n° 339, août.
- Bosworth, B. (1998), « Productivity Growth in Mexico ». document non publié.
- Calderon-Madrid, A. (2000), « Job Stability and Labor Mobility in Urban Mexico: A Study Based on Duration Models and Transition Analysis » *Document de travail du réseau de recherche de la Banque interaméricaine de développement* #R-419.
- Castro, J. et R. Tuiran (2000), « Las remesas de los trabajadores emigrantes a Estados Unidos », *Comercio Exterior*, vol. 50, n° 4, avril.
- Chiquiar, D. et G. H. Hanson (2002), « International Migration, Self-Selection, and the Distribution of Wages: Evidence from Mexico and the United States », *NBER Working Paper* 9242, octobre.
- CONACYT (2000), *30 years of Conacyt's Scholarship Program: Evolution, Results and Impact*, en collaboration avec l'Académie mexicaine des sciences et le Conseil consultatif scientifique du Mexique, Mexico.
- CONAPO (2001), *La población de México en el nuevo siglo*, Mexico.

- CONAPO (2002), *Indice de Intensidad migratoria – México-Estados Unidos, 2000*, Mexico [consultable sur le site <http://www.conapo.gob.mx/publicaciones/principal.html>].
- Corona, R. (2000), « Monto y uso de las remesas en México », dans Tuiran (Ed), *Migración México-Estados Unidos – Opciones de política*, Consejo Nacional de Población, Mexico.
- Dávila, E. et S. Levy (2000), « Tributar para la equidad: une proposition de réforme al impuesto al valor agregado », document non publié.
- Dávila, E., G. Kessel, S. Levy (2000), « El Sur También Existe: Un Ensayo sobre el Desarrollo Regional de México ». Document non publié.
- Durand, J., D. Massey et R. Zenteno (2001), « Mexican Immigration to the United States: Continuities and Changes », *Latin American Research Review*, vol. 36, n° 1.
- Duryea, S. et C. Pagés-Serra (2002), « Human Capital Policies: What they Can and Cannot Do for Productivity and Poverty Reduction in Latin America » *Document de travail du Département de la recherche de la Banque interaméricaine de développement* #468, avril.
- Environmental Protection Agency des États-Unis(2003), *Water Resources in the Sixth Report of the Good Neighbour Environmental Board* EPA 130-R-03-001, Washington, avril.
- Étude binationale sur les migrations (1997), *Migrations entre le Mexique et les États-Unis* [[www.utexas.edu/lbj/uscir/binational.html](http://www.utexas.edu/lbj/uscir/binational.html)].
- Eskeland, G. et T. Feyzioglu (1995), « Rationing can backfire. The day without a car in Mexico City », *Policy Research Working Paper* 1554, Banque mondiale, décembre.
- Espinosa E. (2002), « Water Management in the State of Mexico and in the Mexico Valley », exposé présenté au Séminaire sur les villes durables organisé par l'Équipe de travail du Conseil de coopération économique du Pacifique, Singapour, juillet.
- Esquivel, G. et M. Messmacher (2002), « Sources of Regional (non) Convergence in Mexico ». Document non publié, juillet.
- Favela, R. (2001), « PEMEX Perspective on Fuel Quality Improvement », exposé présenté à la Hart World Fuels Conference, août.
- Garcia Zamora, R. (2000), « Problemas y perspectivas de las remesas de los Mexicanos en Estados Unidos », *Comercio Exterior*, vol. 50, n° 4, avril.
- Garcia Zamora, R. (2002), « Los Proyectos Productivos de los Migrantes en México Hoy », document présenté à la deuxième Conférence sur les migrations internationales : Mexique-Californie, Université de Berkeley, 28-30 mars.
- Garro, N. et G. Melendez (2003), « Contribuciones al Seguro de Enfermedades y Maternidad por niveles de ingreso » *Boletín de Seguridad Social Reporte quincenal para México* Año I, n° 6
- General Accounting Office des États-Unis (1999), *U.S.-Mexico Border: Issues and Challenges Confronting the United States and Mexico*, GAO/NSIAD-99-190, Washington.
- Gilbreath, J. (2003), « Economic Integration's Effect on Air Emissions in Mexico's Refining and Electricity Generating Sectors », annexe de *Lessons from NAFTA for Latin American and the Caribbean*, LAC Regional Studies, Banque mondiale, mars.
- Goldring, L. (2003), « Re-thinking Remittances: Social and Political Dimensions and Collective Remittances », *CERLAC Working Paper Series*, février [[www.yorku.ca/cerlac/papers/pdf/Goldring.pdf](http://www.yorku.ca/cerlac/papers/pdf/Goldring.pdf)].
- Guellec, D. et B. von Pottelsberghe de la Potterie (2001), « Recherche-développement et croissance de la productivité: Analyse des données d'un panel de 16 pays de l'OCDE », *Revue économique de l'OCDE* n° 33, 2001/II.



- Guellec, D. et M. Cervantes (2002), « International Mobility of Highly Skilled Workers: From Statistical Analysis to Policy Formulation », dans *International Mobility of the Highly Skilled*, OCDE, Paris.
- Haggarty, L., A. M. Zuluaga et P. Brook (2001), « Thirst for Reform? Private Sector Participation in Providing Mexico City's Water Supply », *World Bank Working Paper* n° 2654, août.
- Hanson, G. H. (2003), « What has happened to Wages in Mexico since NAFTA? Implications for Hemispheric Free Trade », *NBER Working Paper* 9563, mars.
- Holden, P. et M. Thobani (1996), « Tradable Water Rights: A Property Rights Approach to Resolving Water Shortages and Promoting Investment », *World Bank Policy Research Working Paper* 1627.
- Howitt, A., R. Lacy, L.T. Molina, S. Sanchez, R. Slott et J. Sussman (2000), *Transportation and Air Pollution*, in Mario and Luisa Molina (eds.) *The Integrated Program on Urban, Regional and Global Air Pollution: Mexico City Case Study*, MIT.
- Kojima, M. et R. Bacon (2001), *The Mexico Energy Environment Review*, PNUD/Banque mondiale, Programme d'aide à la gestion du secteur de l'énergie, rapport 241/011, Banque mondiale, Washington, mai.
- Larre, B. et M. Bonturi (2001), « Public spending in Mexico: how to enhance its effectiveness », *Documents de travail du Département des affaires économiques et sociales de l'OCDE*, n° 288, mars 2001.
- Lederman, D. et W. Maloney (2003), « Innovation in Mexico: NAFTA is not enough », document non publié, Banque mondiale.
- Lopez-Acevedo, G. (2001a), « Professional Development and Incentives for Teacher Performance in Schools in Mexico », *LCSHD Paper Series* n° 64.
- López-Acevedo, G. (2001b), « Evolution of Earnings and Rates of Return to Education in Mexico », document non publié, Banque mondiale, World Bank.
- Lozano Ascencio, F. (1997), « La remesas de los migrantes mexicanos en Estados Unidos: Estimaciones para 1995 », *Research Paper for the Binational Study* [<http://www.conapo.gob.mx/publicaciones/principal.html>].
- Lozano Ascencio, F. (2000), « Migration Strategies in Urban Contexts: Labor Migration from Mexico City to the United States », *document présenté au XXII<sup>e</sup> Congrès international de l'Association des études latino-américaines*, Miami, Floride, 16-18 mars [136.142.158.105/Lasa2000/LozanoAscencio.pdf].
- Lozano Ascencio, F. (2001), « Nuevos orígenes de la migración mexicana a los Estados Unidos: migrantes urbanos versus migrantes rurales », *Revista Electrónica de Geografía y Ciencias Sociales*, Universidad de Barcelona, n° 94, août [[www.ub.es/geocrit/sn-94-14.htm](http://www.ub.es/geocrit/sn-94-14.htm)].
- Macias C. (2001), « Mexico's federal regulatory improvement programme: experience and future priorities », *paper presented to the APEC-OECD Co-operative Initiative on Regulatory Reform*, Singapour, février.
- Maloney, W. (1999), « Does Informality Imply Segmentation in Urban Labour Markets? Evidence from Sectoral Transitions in Mexico » *The World Bank Economic Review*, vol. 13, numéro 2, mai.
- Márquez, G. (2001), « Training the Workforce in Latin America: What Needs to be Done? » *Inter-American Development Bank Labor Markets Policy Briefs Series*.
- Martinez Trigueros, L. (2000), « The importance of protecting property rights in the financial system and economic growth », *Banco de México Documento de investigación*, décembre.

- Massey, D. et E.A. Parrado (1998), « International Migration and Business Formation in Mexico », *Social Science Quarterly*, vol. 79, n° 1, mars.
- Mattar, J., J.C. Moreno-Brid et W. Peres (2002), « Foreign investment in Mexico after economic reform », *CEPAL-ECLAC Estudios y perspectivas*, n° 10, juillet.
- Miller, J.D., J.R. Parga, J. Drelich et C.L. Lin (1996), *Coal Cleaning Opportunities for SO<sub>2</sub> Emission Reduction in the Border Region*, Southwest Center for Environmental Research and Policy, Université d'Utah.
- Miller, P.J. (2003), *Air Quality and North American Electricity*, exposé de la North American Commission for Environmental Cooperation au CENRAP International Forum for Regional Haze, mars.
- Moreno, S. (1998) « Water Legislation In Mexico », *document présenté par la Commission nationale de l'eau à la Conférence internationale sur l'eau et le développement durable*, Paris, mars.
- Munshi, K. (2002), « Networks in the Modern Economy: Mexican Migrants in the US Labour Market », octobre, document non publié [<http://web.mit.edu/14.75/www/mex5.pdf>].
- National Research Council (1995) *Mexico City's Water Supply Improving the Outlook for Sustainability*, National Academy Press, Washington, 1995.
- Nicoletti, G., S. Golub, D. Hajkova, D. Mirza et K. Yoo (2003), « Policies and international integration: Influences on trade and foreign direct investment », *Documents de travail du Département des affaires économiques et sociales de l'OCDE*, n° 359: juin.
- Nicoletti, G. et S. Scarpetta (2003), « Regulations, productivity and growth: OECD evidence » *Documents de travail du Département des affaires économiques et sociales de l'OCDE*, n° 347.
- OCDE (1998), *Étude économique du Mexique*, Paris.
- Orozco, M. (2000), « Remittances and Markets: New Players and Practices », *Inter-American Dialogue and the Tomás Rivera Policy Institute*, document de travail, [[www.thedialogue.org/publications/country\\_studies/remittances/Orozco%20marketplace.pdf](http://www.thedialogue.org/publications/country_studies/remittances/Orozco%20marketplace.pdf)].
- Orozco, M. (2003), « Changes in the Atmosphere? Increase of Remittances, Price Decline and New Challenges », *Inter-American Dialogue Research Series*, mars. [[www.iadialog.org/publications/country\\_studies/remittances/changes\\_markets.pdf](http://www.iadialog.org/publications/country_studies/remittances/changes_markets.pdf)].
- Orrenius, P. M. (2001), « Illegal Immigration and Enforcement Along the U.S.-Mexico Border : An Overview », *Economic and Financial Review of the Federal Reserve Bank of Dallas*, 1<sup>er</sup> trimestre.
- Papail, J. (2002), « Migrations internationales, transferts monétaires et investissements dans les milieux urbains du Centre-Ouest mexicain », *Autrepart* n° 123.
- Psacharopoulos, G., et Patrinos, HA (2002), « Returns to Investment in Education: A Further Update » *World Bank Policy Research Paper* n° 2881, sept.
- Rodriguez-Scott, E. (2002), « Patterns of Migration to the United States », *Center for International Studies, University of St Thomas, Houston, Texas*, mars [[www.l.appstate.edu/~stefanov/proceedings/rodriguez.htm](http://www.l.appstate.edu/~stefanov/proceedings/rodriguez.htm)].
- Saade Hazin, L. et A. Saade Hazin (2003), « Water Charge Instruments for Environmental Management in Latin America: From Theoretical to Practical Issues: Country Case: Mexico », *Banque interaméricaine de développement*, février.
- Samaniego, N., A. Hernández, R. Gutiérrez, (2000), *Los Principales Desafíos Que Enfrenta El Mercado De Trabajo En México En Los Inicios Del Siglo XXI*, OIT.
- Sanchez, M. (2002), « The need for Monetary Reform in Mexico » *Cato Journal*, vol. 22, n° 2, automne.

- Scarpetta, S. et T. Tressel (2002), Productivity and convergence in a panel of OECD industries: do regulations and institutions matter ?, *Documents de travail du Département des affaires économiques et sociales de l'OCDE*, n° 342.
- Shiau, A., J. Kilpatrick, M. Matthews (2002), « Seven per cent growth for Mexico? A quantitative assessment of Mexico's investment requirement », *Journal of Policy Modelling*, juin 2002.
- Spener, D., G. Gereffi et J. Blair (2002), *Free Trade and Uneven Development: The North American Apparel Industry after NAFTA*, Temple University Press.
- Spener, D. et R. Capps (2001), « North American Free Trade and Changes in the Nativity of the Garment Industry Workforce in the United States », *International Journal of Urban and Regional Research*, vol. 21.2, juin.
- Spener, David (2001), « El contrabando de migrantes en la frontera de Texas con el nordeste de México: mecanismo para la integración del mercado laboral de América del Norte », *Espiral*, n° 21, vol. VII, p. 201-247.
- Tan, H. et G. Lopez-Acevedo (2003), « Mexico: In-firm training for the knowledge economy », *World Bank Policy Research Working Paper 2957*, janvier.
- The US-Mexico Migration Panel (2001), *Mexico-US Migration: A Shared Responsibility*, groupe réuni par le Carnegie Endowment for International Peace (International Migration Policy Program) et l'Instituto Tecnológico Autónomo de México (Faculté des relations internationales).
- Tremblay, K. (2002), « Student Mobility between and towards OECD Countries: A Comparative Analysis », dans *International Mobility of the Highly Skilled*, OCDE, Paris.
- Valenti Nigrini, G. (2002), « The brain drain », in *Investing in Knowledge – CONACyT's Scholarship Program*, Mexico, par S.O. Ortega, E. Blum, G. Valenti Nigrini, M.A. Ramírez Mocarro et G. del Castillo, Plaza y Valdes Editores, Mexique.
- Vergera, W. (éd.) (2002), « Improving Air Quality in Metropolitan Mexico City: an Economic Valuation. The Mexico Air Quality Management Team », *Policy Research Paper*, n° 2785, Banque mondiale, février.
- Weintraub, S., F. Alba, R. Fernández de Castro et M. García y Griego (1997), « Responses to Migration Issues », *Research Paper for the Binational Study* [[www.utexas.edu/lbj/uscir/binpapers/v1-5weintraub.pdf](http://www.utexas.edu/lbj/uscir/binpapers/v1-5weintraub.pdf)].
- Zubirán, A. (2003), « El salario de los profesionistas recién egresados » *Boletín Ceneval*, juillet-septembre.

# Table des matières

<b>Évaluation et recommandations</b>	9
<b>I. Accélérer le rythme de la croissance</b>	23
Introduction	23
Pourquoi la croissance du Mexique n'a-t-elle pas été plus forte au cours de la dernière décennie ?	23
Évolution économique récente et perspectives	39
L'objectif essentiel est de doper la croissance à moyen terme	43
<b>II. Politique macroéconomique et secteur financier : les défis à relever</b>	49
Politique budgétaire	50
Politique monétaire	68
Le système financier est-il en état d'accorder de nouveau sur des bases saines des prêts à un large éventail d'activités du secteur privé ?	74
<b>III. Les réformes structurelles nécessaires pour assurer une forte croissance</b>	81
Valoriser le capital humain	81
Pour un marché du travail plus efficace	91
Renforcer la politique de la concurrence et faire avancer la réforme de la réglementation	104
Favoriser l'esprit d'entreprise, l'investissement et la diffusion des nouvelles technologies	113
Le développement durable au Mexique	117
<b>IV. Migrations : contexte économique et conséquences</b>	139
Introduction	139
Caractéristiques des migrations au Mexique	139
Politiques migratoires	147
Aspects économiques des migrations	152
Conclusions	173
Notes	176
Bibliographie	194

**Annexes**

I.	Informations générales relatives au chapitre I	199
I.A.	Croissance de la production et productivité : graphiques et tableaux	201
I.B.	La transition du secteur agricole	209
I.C.	Évolutions macroéconomiques récentes	218
I.D.	Réduction de la pauvreté	226
II.	Informations générales relatives à la politique budgétaire	236
III.	Informations générales relatives au chapitre III	241
III.A.	Programmes d'éducation	242
III.B.	Aides existantes à la recherche d'un emploi au Mexique	245
III.C.	Évolution récente d'e-Mexico	247
IV.	Informations générales relatives au chapitre IV	253
V.	Chronologie économique	260

**Encadrés**

1.	Le marché du travail informel	32
2.	Le secteur exportateur des maquiladoras	38
3.	Réduction de la pauvreté	44
4.	La dette du secteur public et sa gestion	53
5.	Le fonds de stabilisation des recettes pétrolières	58
6.	Les PIDIREGAS et autres projets d'investissement auxquels sont associés les investisseurs privés	67
7.	Le mécanisme corto/largo et ses récentes modifications	72
8.	Principales caractéristiques des comptes d'épargne assurance chômage au Chili	101
9.	Principaux aspects du projet de réforme de la loi sur le travail	103
10.	Résumé de l'évaluation et recommandations	118
11.	L'intégration des différents éléments du développement durable dans l'action des pouvoirs publics	121

**Annexes**

I.B.1.	Le secteur des <i>ejidos</i>	213
II.1.	Principales modifications apportées au régime fiscal 2002-2003	238
III.C.1.	Les objectifs d'e-Mexico	248

**Tableaux**

1.	Facteurs de croissance du PIB réel par habitant dans certains pays de l'OCDE	28
2.	Déterminants de l'accroissement de la population active	29
3.	Évolution de la spécialisation commerciale du Mexique	40
4.	Perspectives à court terme	42
5.	Comptes financiers du secteur public	56
6.	Performance des programmes d'éducation en 2001-2002	85
7.	Politiques actives du marché du travail	92
8.	Cotisations sociales et avantages annexes	95
9.	Pourcentage de journées en 2001 où la pollution a dépassé les normes nationales dans certaines villes mexicaines	123

10. Comparaison internationale sur la qualité de l'air ambiant	124
11. Utilisation des eaux souterraines par région	130
12. État de la pollution des bassins fluviaux	135
13. Caractéristiques des migrants nés au Mexique par rapport à la population mexicaine et à celle des États-Unis	145
14. Ménages et envois de fonds	166
<i>Annexes</i>	
I.A.1. Croissance du PIB dans les pays de l'OCDE	206
I.A.2. Commerce intra-groupe aux États-Unis, avec certains partenaires commerciaux	207
I.A.3. Commerce intra-branche de produits manufacturés	208
I.C.1. Demande et production	219
I.C.2. Indicateurs de l'activité d'investissement	220
I.C.3. Épargne et investissements globaux	220
I.C.4. Indicateurs du marché du travail	221
I.C.5. Balance extérieure courante	224
I.C.6. Compte des opérations en capital et balance des paiements	225
I.D.1. Indicateurs socioéconomiques par États mexicains, 2000	227
I.D.2. Indicateurs de pauvreté, 2000	229
II.1. Budget de l'administration fédérale	236
II.2. Entreprises publiques sous contrôle budgétaire : comptes financiers	237
II.3. Dépenses publiques par secteur	237
III.C.1. Certaines applications de e-Gobierno	251
<b>Graphiques</b>	
1. Résultats comparés du Mexique en termes de production et de croissance	25
2. PIB et consommation privée par habitant dans certains pays de l'OCDE	26
3. Productivité dans le secteur non agricole	31
4. Productivité du travail dans le secteur manufacturier	34
5. Taux d'investissement en capital fixe et leurs principales composantes	36
6. Commerce extérieur et balance des opérations courantes	37
7. Taux de change effectifs réels	39
8. Activité aux États-Unis et exportations du Mexique	41
9. Agrégats budgétaires du secteur public	51
10. Consolidation budgétaire dans certains pays de l'OCDE	52
11. Dette totale nette du secteur public	53
12. Prix du pétrole et hypothèses budgétaires	60
13. Comparaison des recettes fiscales et des niveaux de revenu	61
14. Objectifs d'inflation	69
15. Mesures de politique monétaire	70
16. Indice des conditions monétaires au Mexique	71
17. Évolution récente du crédit intérieur au secteur privé	76
18. Niveau de formation de la population dans les pays de l'OCDE	82
19. Performances des élèves dans certains pays	83
20. Dépenses d'éducation dans les pays de l'OCDE	87
21. Coin fiscal sur le travail dans les pays de l'OCDE	94
22. Coin fiscal moyen par niveau de revenu, 2002	96

23. Distribution des salaires au Mexique	99
24. Indicateurs généraux de l'infrastructure dans les pays de l'OCDE	106
25. Réseaux de télécommunication dans les pays de l'OCDE	109
26. Prix des télécommunications dans les pays de l'OCDE	109
27. Indicateurs de la compétitivité mondiale dans certains pays	110
28. Indicateurs de la gouvernance	116
29. Qualité de l'air ambiant dans trois zones métropolitaines	125
30. Mortalité infantile due à des maladies intestinales infectieuses liées à l'eau	135
31. Flux migratoires entre le Mexique et les États-Unis	141
32. Immigration nette et accroissement naturel de la population dans plusieurs pays membres et non membres de l'OCDE	142
33. Flux bruts d'immigration de Mexicains aux États-Unis, par statut	143
34. Salaire horaire dans le secteur manufacturier – Mexique et États-Unis	153
35. Les travailleurs mexicains aux États-Unis	156
36. Utilisation des services de passeurs et tarifs pratiqués	162
37. Envois de fonds des travailleurs émigrés	164
38. Envois de fonds et transferts publics fédéraux dans les États traditionnels d'émigration, 2001	165
<i>Annexes</i>	
I.A.1. PIB par habitant dans les pays de l'OCDE, 2000	202
I.A.2. Données sur l'emploi 12 ans et plus	203
I.A.3. PIB total et PIB du secteur non structuré	204
I.A.4. Taille du secteur des TIC dans quelques pays de l'OCDE 2000	205
I.C.1. Salaires, productivité du travail et coûts unitaires de main-d'œuvre	222
I.C.2. Chômage dans les zones urbaines	223

## STATISTIQUES DE BASE DU MEXIQUE

### LE PAYS

Superficie (km <sup>2</sup> )	1 964 375	Nombre d'habitants dans les principales villes	
Terres cultivées (km <sup>2</sup> ) (1990)	394 000	(millions, recensement de 2000)	
Forêt (milliers de km <sup>2</sup> )	65	Mexico City	18.1
		Guadalajara	3.7
		Monterrey	3.3

### LA POPULATION

Population (milliers, recensement de 2000)	97 483	Emploi <sup>1</sup> (milliers, 2002)	41 086
Habitants par km <sup>2</sup> (2000)	49.6		
Taux de croissance annuel de la population (1990-2000)	1.85		

### PRODUCTION

Structure de la production, 2002 (en pourcentage du PIB, prix de 1993)		PIB en 2002 (milliards de dollars EU)	935.3
Agriculture	5.4	PIB par habitant en 2002 (dollars EU, PPA)	9 224
Industrie	26.7	Formation brute de capital fixe en 2002 (en pourcentage du PIB, prix de 1993)	19.3
<i>dont</i> : secteur manufacturier	19.8		
Services	67.9		

### L'ÉTAT

		Sénat	Chambre des députés
Indicateurs du secteur public (en pourcentage du PIB, 2002)	Composition du Parlement (septembre 2003)		
Dépenses totales du secteur public	23.7	PRI	20
Dépenses totales du gouvernement fédéral	18.4	PAN	46
<i>dont</i> : dépenses en capital	2.2	PRD	16
Recettes du gouvernement fédéral	16.1	Autres	6
Dette nette du secteur public (décembre 2002)	25.2		28

### LE COMMERCE EXTÉRIEUR

Exportations de marchandise (en pourcentage du PIB, 2002)	25.2	Importations de marchandises (en pourcentage du PIB, 2002)	26.5
Principales exportations (en pourcentage du total, 2002)		Principales importations (en pourcentage du total, 2002) :	
Produits manufacturés	88.3	Biens intermédiaires	75.0
Produits pétroliers	9.0	Biens d'équipement	12.4
Agriculture	2.4	Biens de consommation	12.6

### LA MONNAIE

Unité monétaire : Peso	Unités monétaires par dollar des États-Unis, moyenne des données journalières :	
	Année 2002	9.6605
	Septembre 2003	10.9231

1. Population économiquement active sur la base des résultats de l'Enquête nationale sur l'emploi.

*Note* : On trouvera, dans un tableau de l'annexe, une comparaison internationale de certaines statistiques de base.



*Cette étude est publiée sous la responsabilité du Comité d'examen des situations économiques et des problèmes de développement, qui est chargé de l'examen de la situation économique des pays membres.*

•

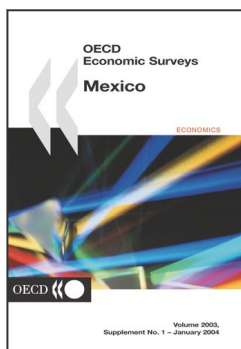
*La situation économique et les politiques du Mexique ont été évaluées par le Comité le 20 octobre 2003. Le projet de rapport a ensuite été révisé à la lumière de la discussion et finalement approuvé par le Comité plénier le 31 octobre 2003.*

•

*Le projet de rapport du Secrétariat a été établi pour le Comité par Bénédicte Larre, Stéphanie Guichard et Ann Vourc'h sous la direction de Nicholas Vanston.*

•

*L'étude précédente du Mexique a été publiée en avril 2002.*



Extrait de :  
**OECD Economic Surveys: Mexico 2003**

Accéder à cette publication :

[https://doi.org/10.1787/eco\\_surveys-mex-2003-en](https://doi.org/10.1787/eco_surveys-mex-2003-en)

**Merci de citer ce chapitre comme suit :**

OCDE (2006), « Évaluation et recommandations », dans *OECD Economic Surveys: Mexico 2003*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: [https://doi.org/10.1787/eco\\_surveys-mex-2003-2-fr](https://doi.org/10.1787/eco_surveys-mex-2003-2-fr)

Ce document, ainsi que les données et cartes qu'il peut comprendre, sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région. Des extraits de publications sont susceptibles de faire l'objet d'avertissements supplémentaires, qui sont inclus dans la version complète de la publication, disponible sous le lien fourni à cet effet.

L'utilisation de ce contenu, qu'il soit numérique ou imprimé, est régie par les conditions d'utilisation suivantes :

<http://www.oecd.org/fr/conditionsdutilisation>.